Consolidation budgétaire : « *politique d'avenir* »

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4339>

DOI : 10.4000/rea.4339

ISBN : 978-2-8218-1134-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2011

Pagination : 35-36

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Consolidation budgétaire : « *politique d'avenir* » », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 102 | octobre 2011, mis en ligne le 04 novembre 2011, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4339>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

© CIRAC

Consolidation budgétaire : « *politique d'avenir* »

Isabelle Bourgeois

- ¹ Le plan budgétaire 2011-2014 adopté par le Bund à l'automne dernier est placé sous le signe de la réduction du déficit, conformément à la 'règle d'or' inscrite dans la Constitution dans le cadre de la réforme du fédéralisme financier intervenue en 2010 (voir dans ce numéro l'analyse consacrée au fédéralisme financier) et qui fait obligation au Bund de ramener son déficit structurel à 0,35 % du PIB dès 2016. Les mesures d'économies prévues par ce plan budgétaire, prévoient une réduction des dépenses de plus de 80 milliards € en quatre ans. L'essentiel de ces mesures est contenu dans ce qu'il est convenu d'appeler le « Paquet avenir » (*Zukunftspaket*).

Mise en œuvre du « Paquet avenir » dans le plan budgétaire 2011-2014 du Bund

Mesures fiscales, baisse des dépenses et des prestations		2011	2012	2013	2014
en millions €					
1. Loi d'accompagnement budgétaire					
Loi sur la fiscalité du transport aérien (nouvelle taxe)	Bund	1 000	1 000	1 000	1 000
Loi sur la fiscalité de l'énergie et Loi sur la fiscalité de l'électricité	Bund	1 340	1 160	1 500	1 500
	Bund	191	215	215	215
Modification du droit des dépôts de bilan	Länder	159	178	178	178
	Communes	-5	-3	-3	-3
	Total	345	390	390	390
Allocation parentale (baisse des alloc. compensatoires)	Bund	155	155	155	155
	Bund	450	450	440	420
Allocation parentale (défaillance des aides Hartz IV)	Communes	50	50	50	40
	Total	500	500	490	460
Suppression de l'aide versée aux chômeurs passant du régime des allocations à Hartz IV	Bund	210	210	210	210
Contribution complémentaire à l'assurance maladie légale	Bund	-2 000			
Suppression de la cotisation retraite dans les aides Hartz IV	Bund	1 850	1 840	1 830	1 750
Baisse du remboursement de dépenses liées à l'unité	Bund	300	270	240	210
Baisse des contributions du Bund à l'assurance vieillesse	Bund	-60	-50	-40	-770
	Bund	70	130	130	130
Suppression de la composante chauffage de l'aide au logement	Länder	70	130	130	130
	Total	140	260	260	260
	Bund	3 506	5 380	5 680	4 810
Σ loi d'accompagnement budgétaire	Länder	229	308	308	308
	Communes	45	47	47	37
	Total	3 780	5 735	6 035	5 155
2. Autres mesures (Bund)					
Impôt sur les combustibles nucléaires		2 300	2 300	2 300	2 300
Impôt sur les transactions financières			2 000	2 000	2 000
Procédure budgétaire (UE)		5 400	8 900	13 600	17 400
Dividendes versés par Deutsche Bahn AG		500	500	500	500
Modification des prestations au titre des allocations chômage et de Hartz IV		2 000	4 000	5 000	5 000
« Efficience du marché de l'emploi » (dont baisse des cotisations chômage)				1 500	3 000
Défense (réforme de l'armée)				1 000	3 000
Economies réalisées au niveau des dépenses non affectées		1 500	2 500	3 100	3 100
Baisse des dépenses administratives		800	800	800	800
Reconstruction du Stadtschloss de Berlin		100	100	200	
Intérêts		500	1 000	1 500	2 000
TOTAL		11 206	18 580	23 580	26 510

Source : www.bundesfinanzministerium.de. Voir aussi *Unterrichtung durch die Bundesregierung.*

Finanzplan des Bundes 2011 bis 2015 (20110905-Bundeshaushalt,

Finanzplan,TemplateId=raw,property=publicationFile.pdf.

Pédagogie

- 2 Dans un remarquable effort de pédagogie, le service de presse du gouvernement fédéral expliquait pourquoi cet effort est nécessaire : le cas de la Grèce a montré le danger que représente une dette incompressible ; or « l'Allemagne a une dette de plus de 1 700 milliards €, et le seul Bund dépense actuellement 12 % de son budget pour payer ses intérêts » (*Magazin für Wirtschaft und Finanzen*, n° 084, 07/2010). Les trois quarts du budget du Bund sont affectés aux dépenses sociales, au service de la dette et aux salaires des fonctionnaires ou salariés de la fonction publique. « Un quart seulement est disponible pour investir dans l'avenir », par exemple dans l'éducation et la recherche. Et « cette marge de manœuvre pourrait se réduire encore si par exemple le montant des intérêts se mettait à augmenter ». Voilà donc pourquoi, poursuit ce bulletin, la chancelière avait expliqué à Berlin en juin 2010 : réduire la dette « contribuera à la paix intérieure comme à la justice sociale ».

Une réforme fiscale à venir

- 3 Concrètement, l'ensemble des mesures budgétaires (dont le « Paquet avenir ») répartit la charge sur toutes les épaules : le Bund réduit ses dépenses de personnel, les entreprises sont mises à contribution, et les contribuables voient se réduire les prestations sociales, ce qui se justifie par le fait que les dépenses sociales accaparent

aujourd'hui plus de 50 % du budget du Bund (le coût du seul dispositif *Hartz IV* s'élève par exemple à 40 milliards € par an). Ces mesures permettent d'éviter une hausse généralisée des prélèvements fiscaux et laisseront suffisamment de marge pour une réforme de la fiscalité, prévue cet automne, et dont l'objectif est notamment de corriger l'impact de l'inflation sur la charge fiscale (désigné par la jolie formule de *kalte Steuerprogression* : « progressivité glissante »).

Objectif : stabilité

- 4 Le « *Paquet avenir* » et les autres mesures de réduction des dépenses ont, bien sûr, un impact sur la croissance. Conjugué principalement aux effets des plans de consolidation adoptés par les Länder et les communes et à la fin des programmes de soutien à la conjoncture adoptés en 2009 en réaction à la crise de la finance mondiale, cet impact est estimé par les Instituts de conjoncture à 0,6 % du PIB cette année et à 0,8 % en 2012 (rapport d'automne présenté le 13 octobre 2011). C'est là aussi une contribution de l'Allemagne au retour durable de la croissance dans l'UE, où elle « *assume son rôle d'ancre de stabilité* », selon la formule popularisée par le ministre fédéral des Finances, Wolfgang Schäuble, à l'été 2010.
-

INDEX

Mots-clés : budget, politique économique, politique budgétaire, politique financière, finances publiques, Bund, réforme, fiscalité, politique sociale